

KHEMIS MILIANA

Deux mineurs s'attaquent à une policière

Lundi dernier en milieu de journée, peu après midi, en plein centre-ville, les passants ont assisté à une course-poursuite spectaculaire. Des policiers motorisés ont pourchassé un jeune qui s'était engouffré dans un couloir en cul de sac situé au centre-ville. Le quartier a été encerclé et un cordon de sécurité mis en place.

Selon des informations, deux jeunes ont tenté d'arracher le sac à une jeune femme qui rentrait tranquillement chez elle. Mal leur en prit car la jeune femme,

avons-nous appris, n'était autre qu'une policière en civile, qui venait de terminer son quart de service, mais qui de plus est ceinture noire de judo.

Quand l'un des jeunes lui arracha le sac, en un tour de mains, ce dernier ne sachant ce qui lui arrivait, il est maîtrisé au sol. Son complice qui avait saisi le sac comprit que ce n'était pas une mince affaire, il lâcha alors le sac, prit ses jambes à son cou et dévala la rue Bouamrani pour aller se réfugier chez lui, juste au carrefour principal du centre-ville, où il sera rattrapé par les poli-

ciers. Le jeune voleur et son complice ont été placés en garde à vue au siège de la Sûreté de daïra. Ils sont âgés de 16 et 17 ans et scolarisés, indique-t-on. Déférés au parquet, l'un a été mis en détention provisoire et l'autre a bénéficié de la citation directe. On constate depuis quelque temps que les mineurs se livrent plus facilement à des actes de délinquance plus ou moins

graves étant quasiment persuadés qu'ils bénéficient de la mansuétude de la loi et beaucoup d'adultes exhibent des cartes attestant de la déficience mentale croyant bénéficier d'une certaine immunité. Le fait d'être mineur ou atteint de déficience mentale constitue-t-il un droit au crime ou à la délinquance ? Certainement pas. **Karim O.**

ABDELKADER BOUAZGUI, WALI DE TIZI-OUZOU :

«Il y a un mythe de la non-consommation des crédits dans notre wilaya»

Pour Abdelkader Bouazgui, wali de Tizi-Ouzou qui répondait aux journalistes, lors d'un point de presse consacré à l'évaluation des actions de l'exécutif, l'idée répandue à propos de la non-consommation des crédits de paiement au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou ne rend pas compte de la réalité. «Il y a un mythe de la non-consommation des crédits dans notre wilaya», dira le wali qui déclare que 90% du programme inscrit à l'indicatif de la wilaya est lancé.

Le premier magistrat de la wilaya ne partage pas l'avis de nombreux acteurs pour qui la non-consommation de crédits est synonyme de retard dans le développement dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Une idée reçue et surfaite aux yeux du wali de Tizi-Ouzou qui répondait à une question d'un journaliste qui lui demandait à quoi serviraient les rallonges budgétaires accordées récemment par le Premier ministre à la willaya de Tizi-Ouzou alors que celle-ci accuse un retard dans la consommation des crédits. Une analyse que réfute le wali. Celui-ci explique la faiblesse du taux de consommation budgétaire par le retard accusé dans la réalisation

de certains projets. Il citera l'exemple du stade de 50 000 places dont le retard pris dans l'avancement des travaux a fait réagir le Premier ministre, lors de sa récente visite à Tizi-Ouzou. Sur 35 milliards de dinars alloués à la réalisation de cette infrastructure, 10 milliards de dinars seulement ont été consommés. «Il y a des projets qui affectent le bilan global des dépenses», arguera le wali qui fait référence dans le même registre au retard accumulé dans le lancement du barrage de Souk N'Tleta. Treize milliards de dinars ont été dégagés pour la construction de ce barrage dont les travaux qui devaient débiter il y a près de cinq ans butent sur l'opposition

des propriétaires des terrains expropriés. L'attitude de ces derniers est jugée plus qu'incompréhensible par le wali qui estime que l'Etat a tout fait pour satisfaire les exigences posées par ces citoyens à qui il est reprochés à demi-mots de faire de la surenchère, sur les indemnisations allant même jusqu'à exiger l'attribution de logements aux membres célibataires de leurs familles. La somme de six milliards de dinars a été réservée pour les indemnisations et consignée au niveau du Trésor public et les indemnisations sont bloquées. Enchaînant sur le sujet épineux des oppositions, le wali est revenu sur le blocage par des citoyens de la réalisation de trois centres d'enfouissement technique (CET) à Iflissen, Boubhir et Fréha. A Boubhir et Iflissen, les engins des travaux publics des entreprises qui devaient réaliser ces projets ont été brûlés par des citoyens. Quant à Bouazgui, il a été très critique envers les élus des localités concernées qui ont eu une attitude

passive dans cette affaire et qui, selon lui, n'ont rien fait pour ramener les citoyens à la raison. **90% des opérations inscrites pour la wilaya en cours de réalisation** Malgré ces contraintes, le bilan des réalisations des programmes en cours constitue un motif de satisfaction pour le chef de l'exécutif de la wilaya. Une dynamique qui, selon lui, a permis la concrétisation des programmes de développement alloués à la wilaya, englobant même des opérations inscrites en 2013 et d'autres en souffrance depuis de longues années, en raison, entre autres, de l'indisponibilité du foncier qui est à l'origine du non-lancement de beaucoup d'autres projets. L'allocation de la somme de 10 milliards de dinars, qui sera suivie par d'autres, par le Premier ministre à la wilaya au titre du programme complémentaire permettra de résorber le problème de l'indisponibilité des assiettes foncières. **S. A. M.**

GESTION DE L'APC D'IFIGHA

Les élus FFS accusent, le maire contre-attaque

Dans une longue requête adressée au chef de daïra d'Azazga dont une copie a été remise à notre rédaction, les quatre élus FFS de l'APC d'Ifigha (50 km à l'est de Tizi-Ouzou) sont montés au créneau pour manifester leur indignation devant ce qu'ils considèrent comme des irrégularités dans la gestion des affaires de la commune préjudiciables, selon eux, au bon fonctionnement de la collectivité.

Une requête en dix points accusant le maire d'obédience FLN de faire cavalier seul sous le couvert de la majorité absolue que son parti détient avec ses sept élus sur treize, confortés en cela par les deux élus RND. Résumées, les requêtes évoquent l'installation de l'exécutif en l'absence de deux élus FFS qui n'auraient pas reçu de convocation, l'installation des deux membres de l'exécutif au mépris du code communal, la non-installation d'une feuille de route et d'émargement sur les registres de délibérations, en dépit de l'article 55 du code communal, le non-affichage des délibérations, le refus opposé à leur demande de connaître le passif de l'APC lors du vote du budget primitif. La non-réception par le S/G d'un courrier destiné au maire, le niet opposé à la demande de

consultation des P-V de délibérations, la dénonciation de la durée des réunions qui n'excéderaient pas 5 mn, l'émargement des membres de l'assemblée sur les feuilles de présence lors du vote du budget supplémentaire alors qu'aucun élu n'aurait émargé sur le registre de délibérations et, enfin, l'exigence de la mise à leur disposition de tous les P-V de délibération et des copies des P-V minutes depuis l'installation de l'assemblée, sont autant de points soulevés par les contestataires. C'est toute une autre version des faits que tient le P/APC qui, fort de la majorité absolue, s'est attelé à démonter un à un les arguments retenus contre lui par l'opposition FFS. Il affirme, de ce fait, que toutes ses actions s'inscrivent dans le cadre de la loi. Il soutient ainsi que les élus en question reçoivent leurs convocations dans les délais,

que l'installation de l'exécutif et la nomination des deux vice-présidents, approuvée par la tutelle, s'est faite conformément à la loi et en présence d'élus APW. Selon lui toujours, les feuilles de présence et d'émargement existent et sont exhibées à chaque séance au même titre que les P-V minutes. Il en est ainsi, poursuit-il, des P-V de délibérations qui sont affichés et rendus publics. Il soutient par ailleurs assumer le passif et l'actif de l'APC invitant, ce faisant, ses détracteurs à une séance spéciale pour en débattre. Le septième point inhérent à la réclamation des P-V de délibérations par les élus FFS a fait sortir de ses gongs le P/APC qui réaffirme qu'il n'existe aucune disposition de la loi autorisant ce genre de demande, d'autant qu'ils ont assisté aux séances conclut-il. Quant au timing des réunions, il indique qu'ils dépendent de l'ordre du jour des séances. Le 9^e et avant-dernier point soulevé par les élus FFS concernant le BS où ils auraient constaté que le S/G a fait émarger tous les membres sur la feuille de présence alors que sur le registre de délibérations, aucun élu

n'aurait signé, s'interrogeant ainsi sur la validité dudit registre. Le P/APC s'insurge pour dire que ses détracteurs refusent tout simplement d'émarger, exhibant à notre face ledit registre daté du 17 juillet où il est fait mention du refus des élus FFS de signer ledit document. Le maire refuse enfin de mettre à leur disposition «tous les P-V de délibérations et copies des P-V minutes depuis l'installation de l'assemblée», ainsi que la remise de ces derniers à la levée de chaque séance, estimant qu'aucune loi ne le permet. Pour avoir sa version des faits, nous avons tenté de nous rapprocher du chef de daïra d'Azazga, destinataire de la requête du FFS et interpellé à plusieurs reprises sur cette question, mais il était en mission jeudi. On a, cependant, appris de source sûre que le représentant de l'Etat a saisi le P/APC, l'invitant à lui présenter un rapport sur les points soulevés par ses opposants. Chose qui a été faite par le maire qui réaffirme agir dans la légalité et la transparence, qualifiant au passage les accusations des élus FFS de manœuvres politiciennes. **S. Hammoum**

DJEMMAÂ OULED ECHEIKH (AÏN DEFLA) Un jeune homme se noie dans une retenue collinaire

Il était 17 h 45 mn, mercredi dernier, quand est parvenue, au Centre opérationnel de la Protection civile de wilaya, une information faisant état de la disparition d'un jeune homme dans les eaux d'une retenue collinaire près du douar des Sradnia dans la commune de Djemaâ Ouled Cheïkh, à 30 km au sud-est de Aïn Defla. Une équipe d'«hommes-grenouilles» spécialisée a été dépêchée sur les lieux de la disparition du jeune homme. Après de nombreuses plongées, le corps de la victime, le jeune A. K. Hocine, 20 ans, a été repêché à 20 h. La dépouille a été évacuée vers la morgue de l'hôpital Makour-Hamou de Aïn Defla. La brigade de gendarmerie locale a ouvert une enquête pour déterminer les circonstances précises ayant causé cette noyade. On notera qu'il s'agit là du cinquième cas de mort par noyade dans différents plans d'eau servant à l'irrigation, le dernier en date a eu lieu vendredi 26 juillet dans la commune d'El Maïen où un autre jeune homme a laissé sa vie dans des conditions similaires et ce, depuis le début de la saison estivale. Malgré les différentes campagnes de sensibilisation, de nombreux jeunes, dont certains n'ont vu la mer ou une piscine qu'à la télévision, continuent malheureusement à braver les dangers de ce type de baignade au risque d'y laisser leur vie. **K. O.**